



De gauche à droite,
Andy Kozlov,
Alfredo Maisto,
Gilles Kaehlin et
Oliver Kömmerling

LA GUERRE SECRÈTE DES TÉLÉS CRYPTÉES

Le pavillon noir flotte sur le câble

Dans l'univers des chaînes à péage, la piraterie est devenue une véritable industrie. Taupes, agents doubles, manips... Tous les coups sont permis pour casser les systèmes de cryptage. En France, Gilles Kaehlin, l'ex-Monsieur Sécurité de Canal+, a monté un étrange commando pour protéger les précieux décodeurs... Philippe Vasset lève un coin de voile sur cet univers où se mêlent flics à la retraite, espions reconvertis et techniciens de haut vol

C'est une photo comme on en voit des milliers : six touristes devant un paysage ensoleillé, en Uruguay. Le pedigree de ces vacanciers en goguette, en revanche, est moins banal. Celui qui porte un tee-shirt blanc et un pantalon beige – le troisième en partant de la gauche – s'appelle Gilles Kaehlin. Cet ex-inspecteur des Renseignements généraux, devenu le Monsieur Sécurité de Canal+, veille aujourd'hui sur le système de cryptage de la chaîne privée. Autant dire sur le nerf de la guerre. Trois des « touristes » qui posent autour de lui ont un parcours diamétralement opposé : Andy Kozlov (en chemise à rayures), Alfredo Maisto (en polo siglé Italia) et Oliver Kömmerling (en pantalon noir) sont des... professionnels du piratage. Comment ces ennemis supposés en sont-ils venus à sourire bras dessus, bras dessous devant l'objectif ?

Taupes, agents doubles, manips, coups bas... Ouverte il y a un an à Lille, une information judiciaire lève un coin du voile sur les batailles qui font rage dans les coulisses de la télévision à péage. Partout dans le monde, les chaînes cryptées se livrent une concurrence acharnée. Elles ont leurs commandos, leurs « équipes spécialisées », voire leurs officines qui agissent dans l'ombre pour protéger leurs systèmes de codage mais aussi parfois « explorer » ceux de leurs rivales. Cette guerre secrète est internationale. Les pirates opèrent sur toute la planète, avec des moyens sophistiqués. Des millions sont en jeu et parfois même la survie des chaînes. Dans cet univers qui n'a rien à envier à celui de l'espionnage règne une atmosphère de paranoïa où s'épanouissent les personnalités rompues aux techniques clandestines.

En France, c'est Gilles Kaehlin qui est à la manœuvre. Ce Niçois âgé de 56 ans n'est pas tout à fait un inconnu. Dans les années 1980, il a eu son heure de gloire et s'est taillé une réputation de « flic de gauche ». Inspecteur des RG, il participe alors à la traque du groupe armé Action directe, avant d'être recruté à l'Élysée auprès de François de Grossouvre, l'homme des affaires réservées du président Mitterrand. Avec lui, il se targue de gérer certains des dossiers sensibles du premier septennat. En 1998, un autre fidèle de l'ancien chef de l'Etat, André Rousselet, le fondateur de Canal+, l'appelle à son côté. D'abord « journaliste d'investigation », Kaehlin occupe ensuite le poste de directeur de la sécurité pendant huit ans. Les salariés de la chaîne apprennent vite à s'en méfier et le surnomment « KKK », « Terminator », « Dark Vador » ou... « la Hyène ». Il équipe la maison de caméras de surveillance, oblige les employés à porter des badges, considère le moindre conflit interne comme un complot, surveille les mauvais coucheurs ou les « meneurs ». Dont Bruno Gaccio, le cocréateur des « Guignols de l'info ». Filatures et écoutes. Tentatives de déstabilisation. Le pot aux roses sera finalement découvert, et, en décembre 2011, l'« Edgar Hoover de Canal+ » est condamné à un an de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende. Ses donneurs d'ordre, à la tête du groupe, échappent aux foudres de la justice.



DÉCODEUR

Dans ce type de boîtier, les abonnés glissent leur carte pour avoir accès aux chaînes cryptées. Ce sont ces cartes qui sont dupliquées par les pirates.

JOURNALISTE FLIC

C'est d'abord comme journaliste que Gilles Kaehlin a intégré Canal+ : il a travaillé quelques mois au sein de la cellule enquête de la chaîne, avant de prendre la tête du service de sécurité. Lors de son passage aux RG, à la fin des années 1970, il avait développé un solide réseau parmi les journalistes chargés des rubriques police et justice, qu'il tuyauteait sur les affaires de terrorisme.



Lui a dû démissionner de son poste et quitter la chaîne. C'est du moins ce que l'on croit pendant un temps. En réalité, le groupe continue à l'employer comme « consultant ».

Car à Canal+, Gilles Kaehlin est aussi le père d'une « unité » aussi discrète que stratégique : la « cellule anti-piratage », chargée de lutter contre la prolifération des cartes de décodeurs falsifiées qui permettent de regarder la chaîne payante sans acquitter d'abonnement. Un trafic qui freine la croissance de la chaîne et plombe ses bénéfices. La tâche de la cellule est ardue : les pirates que chassent les limiers de Kaehlin n'ont rien à voir avec leurs cousins informatiques qui pianotent la nuit sur leurs ordinateurs. Les hackers de la télé sont des techniciens de haute volée, parfois épaulés par des réseaux mafieux. La fabrication des cartes de décodeurs nécessite en effet un savoir-faire pointu. Conçues en laboratoire, ces cartes sont constituées d'une dizaine de couches épaisses d'à peine un micron. Pour les reproduire, il faut être en mesure de manipuler des microscopes électroniques valant plusieurs centaines de milliers d'euros. Ce sont souvent des organisations criminelles qui avancent les fonds nécessaires à l'achat du matériel et qui se chargent d'écouler les cartes par le biais de revendeurs clandestins. Aujourd'hui, le trafic est intense en Europe de l'Est et au Maghreb. Dans les années 1980 et 1990, il battait son plein en France. A l'époque, tout le monde connaissait quelqu'un qui « avait un plan » pour regarder le football, les films ou les films X du dimanche soir à l'œil.

En 1999, un an après son arrivée à Canal, Gilles Kaehlin est confronté à sa première grosse affaire. La France, comme l'Italie, est inondée de cartes vendues pour quelques dizaines de francs. Un vrai raz de marée qui peut ruiner la chaîne. Quelqu'un a percé le système. Qui? Kaehlin et son commando s'activent pour remonter la piste. Surprise, ils découvrent que les pirates agissent pour le compte d'un concurrent : Sky TV, l'une des chaînes du géant de la presse et de l'audiovisuel Rupert Murdoch! Son laboratoire basé en Israël (voir encadré p. 10) a non seulement déverrouillé les décodeurs de Canal mais il a en plus publié les codes sur des forums internet! Il suffit de se servir pour fabriquer des cartes par milliers. Informé de la manœuvre, Canal contre-attaque et porte plainte à New York, tandis que, de son côté, Kaehlin ●●●



ESPIONNITE

En 2005, Bruno Gaccio, le cocréateur des « Guignols de l'Info », porte plainte à la suite des révélations d'un ancien agent de la DGSE, Pierre Martinet. Ce dernier, qui a travaillé au côté de Kaehlin à Canal, dévoile les enquêtes secrètes dont a fait l'objet Gaccio au temps où il menait la fronde contre la nouvelle direction de la chaîne et déplaçait fortement à l'Élysée, notamment à cause de ses sketches sur Bernadette Chirac.

●●● applique à la bataille des décodeurs les vieilles recettes de l'antiterrorisme. En 1979, alors jeune inspecteur de la section Recherche des Renseignements généraux, il avait réussi à retourner Gabriel Chahine, un des proches du leader d'Action directe, Jean-Marc Rouillan. Chez Canal, l'ex-flic utilise les mêmes méthodes : il approche le petit génie allemand qui a « craqué » la carte de la chaîne française pour Murdoch et le convainc de témoigner devant les tribunaux américains contre ses employeurs. Le nom de ce pirate qui joue désormais les balances ? Oliver Kömmerling, l'un des « vacanciers » qui, quelques années plus tard, prendra la pose devant l'objectif, le bras sur l'épaule de Kaehlin. Quand il se fait retourner par l'ancien RG, Kömmerling est une sommité dans le petit monde du piratage. Dès 1994, il a cassé les cartes de l'américain DirecTV, propriété de Murdoch. Mais au lieu de lui valoir des poursuites, ce fait d'armes lui a permis de décrocher un emploi. Le groupe du magnat australien l'a aussitôt embauché... pour pirater le décodeur de Canal+ ! Six ans plus tard, la chaîne française fera exactement la même chose : elle mettra le prix (on parle de 5 millions d'euros) pour que Kömmerling entre à son service. L'Allemand rejoint donc le commando de Kaehlin. Sa feuille de route ? Tester le système de cryptage de la chaîne, en déceler les failles, et accessoirement garder un œil sur celui de ses concurrents.

La nouvelle recrue de Kaehlin développe rapidement l'activité de la cellule antipiratage. Jusque-là, celle-ci faisait surtout un travail de police, infiltrant les réseaux de revendeurs et s'informant sur les derniers exploits des briseurs de codes les plus renommés. Gilbert Borelli, issu du Service de Coopération

technique internationale de Police (SCTIP), le réseau international du ministère de l'Intérieur, coordonnait l'action des enquêteurs. Mais l'arrivée de Kömmerling change la donne. Avec lui, la cellule va mener des missions plus techniques et plus délicates, en faisant appel à d'autres as du décodage, aux CV souvent aussi contrastés que celui de l'« agent double » allemand. Dans le plus pur style « service secret », l'unité est baptisée CK2, agrégation des initiales de François Carayol, responsable distribution de Canal+, de Gilles Kaehlin et d'Oliver Kömmerling.

Pour rémunérer ses nouveaux consultants, CK2 met en place des circuits financiers opaques. Ces montages, sociétés offshore ou comptes à l'étranger, intéressent aujourd'hui particulièrement la Jirs (juridiction interrégionale spécialisée) de Lille et valent à Gilles Kaehlin, qui a été placé sous contrôle judiciaire, une mise en examen pour abus de biens sociaux, fraude fiscale et blanchiment aggravé. Le 2 novembre 2011, le laboratoire et les locaux de son « commando » installés dans la technopole de Sophia-Antipolis, la « Silicon Valley » niçoise, ont été perquisitionnés. Et le 15 novembre, les enquêteurs se sont déplacés jusqu'à Hoogstraten, en Belgique, pour interroger l'une des chevilles ouvrières de la galaxie Kaehlin : Bernard Vos, un ancien directeur financier de Canal+ aujourd'hui administrateur d'une cascade de holdings, le plus souvent basés dans des paradis fiscaux (Naxus à Curaçao, Titus ou Encryption Holding aux Pays-Bas, etc.). Officiellement, ces énigmatiques sociétés servent à payer les techniciens de la cellule antipiratage de Canal+. Pourquoi tant de ●●●

Les pirates de Murdoch

Hors de France, d'autres juridictions s'intéressent aux relations incestueuses entre pirates de décodeurs et chaînes cryptées. Précurseur en la matière, l'empire de Rupert Murdoch (*photo*) fait l'objet d'une enquête d'Ofcom, l'autorité audiovisuelle du Royaume-Uni. Dans la ligne de mire : NDS (News Digital Systems), la filiale du géant australien (revendue depuis mars) qui gère le système de cryptage de toutes les chaînes à péage du groupe.

Basé en Israël, ce laboratoire a longtemps été la boîte noire de l'empire du magnat. Plusieurs groupes concurrents l'ont accusé de piratage. Au total, cinq plaintes ont été déposées : deux par les américains EchoStar et DirecTV, deux par les européens Canal+ et Sogecable et une par le malaisien Astro. Une seule, celle d'EchoStar, a abouti à un procès : l'opérateur reprochait à NDS d'avoir cassé les codes de sa carte d'accès et de les avoir rendus publics sur un site dédié au piratage (DR7.com). Au terme de onze années de procédure, et après la prescription d'une partie des faits, NDS a finalement été acquitté au

printemps dernier. Mais l'affaire a très vite rebondi dans la presse.

Fin mars, la BBC et l'« Australian Financial Review » ont ainsi révélé les liens de NDS avec un autre forum internet de pirates de décodeurs, THOIC. Ce site était en réalité contrôlé par... le « labo » de Murdoch. Grâce à ce montage, NDS pouvait suivre en temps réel l'activité des pirates, intervenir en cas de menaces contre ses réseaux, mais également encourager les opérations contre ses concurrents. Ainsi, en 2000, THOIC a publié les codes de la carte utilisée par les abonnés d'On Digital, le principal concurrent de BSkyB, l'une des chaînes à péage du groupe Murdoch. Deux ans plus tard, On Digital faisait faillite. NDS a toujours vigoureusement nié avoir fourni les codes d'On Digital à THOIC, mais plusieurs e-mails internes attestent que la société était en possession de ces codes au moment où ils ont été diffusés.

PH. V.



●●● détours? Pour échapper à l'impôt, comme le soupçonne la justice? Lors de son audition, Bernard Vos avance aussi, en filigrane, une autre explication : l'écheveau financier qu'il a imaginé fait office d'écran entre Canal+ et les hommes de Kaehlin; car, confie-t-il benoîtement aux policiers, la chaîne cryptée « ne veut pas travailler en direct » avec les « consultants spécialisés » de la cellule. Et pour cause : la plupart sont... des pirates ou des anciens pirates.

Outre Kömmerling, CK2 a débauché le Russe Andy Kozlov et l'Italien Alfredo Maisto (les deux autres compagnons de vacances de Kaehlin en Uruguay). Là encore, mille précautions ont été prises. Canal+ n'est pas censé les connaître. Ni même CK2, qui les tient prudemment à distance, toujours grâce à ses sociétés offshore. Ces techniciens d'un genre un peu particulier testeront pourtant les différentes versions du système de cryptage de la chaîne mais également les dispositifs de sécurité de ses concurrents. Sous couvert de *reverse engineering*. Ou, en français, d'« ingénierie inversée ». Une expression neutre qui désigne une pratique qui l'est beaucoup moins : il s'agit d'analyser ou de décortiquer un produit fini pour en découvrir le fonctionnement ou le mode de fabrication. Bref, on n'est pas loin de l'espionnage industriel. Dans le domaine de la télévision à péage, faire de l'« ingénierie inversée » consiste ni plus ni moins à pénétrer les cryptages des autres. Les consultants de CK2 seraient ainsi allés jusqu'à fracturer les codes du bouquet satellite TPS. C'est, en tout cas, ce que racontent plusieurs pirates, sous couvert d'anonymat. L'objectif poursuivi, selon eux? Permettre à Canal+ d'imposer ses conditions lorsque les deux groupes fusionneront en 2005. Simple rumeur? Les pirates sont des professionnels de la manipulation mais également d'incorrigibles vantards : il est parfois difficile de démêler le vrai du faux dans leurs affirmations. Certes, en 2006, le magazine des professionnels des chaînes à péage « Télé satellite » assure qu'au moins une carte TPS piratée a circulé. Un avertissement? Une menace? Quoi qu'il en soit, les codes permettant de reproduire les cartes n'ont jamais été diffusés sur les forums internet, et TPS, avant son



AFFAIRES RÉSERVÉES

François de Grossouvre, le « ministre de la vie privée » de François Mitterrand, prendra Gilles Kaehlin, catalogué à gauche, dans son équipe peu après l'arrivée à l'Élysée du président socialiste. Entre autres missions délicates, les deux hommes négocieront le rachat de photos de Mazarine Pingeot à « Minute » et joueront les intermédiaires avec les terroristes d'Action directe.

absorption par le groupe Canal+, n'a jamais dû faire face à un afflux massif de cartes illégales.

Menant des opérations de plus en plus audacieuses, CK2 a pourtant été progressivement sortie du giron de Canal. Une autonomie de façade : la chaîne reste l'unique client de la société, et c'est elle qui finance les coûteux équipements de son laboratoire. En 2008, CK2 est rebaptisée Serela. La même année, après quelques tiraillements, Canal renouvelle son contrat. Montant : 3 millions d'euros. Là encore, l'argent n'est pas versé directement. Il transite par une structure offshore aux Pays-Bas, Thirel NV, gérée par l'inamovible Bernard Vos. L'essentiel des fonds reste chez Thirel : CK2-Serela ne fait quasiment pas de bénéfice et a un chiffre d'affaires oscillant entre 400 000 et 600 000 euros, très loin de la valeur de son contrat avec Canal. Malgré ces résultats modestes, les consultants de la société vivent sur un grand pied : en 2009, Oliver Kömmerling achète une somptueuse villa, Kalymnos, à Punta del Este, en Uruguay, où il accueille ses compagnons comme en témoigne la photo de groupe. Non loin de là, Gilles Kaehlin se fait lui aussi construire une vaste propriété. Passionné de plongée et de photographie sous-marine, Kömmerling, qui s'est aussi offert un yacht, tient un blog où il expose ses clichés. Il vit une partie de l'année à Monaco, dont il est devenu résident, comme un autre de ses collègues de CK2-Serela, l'Italien Alfredo Maisto. Coureur de Formule 2000 à ses heures perdues, ce dernier dispose dans la principauté de sa propre écurie de voitures de course.

Gilles Kaehlin, qui, jadis, entre deux filatures, ne dédaignait pas la compagnie des journalistes, se fait aujourd'hui très discret. Il n'accepte de parler qu'au téléphone, et encore, sur l'une des lignes fixes de sa société, persuadé que son « portable est sur écoute ». « Nous démontrerons que tout ce dont on nous accuse est faux », dit-il au « Nouvel Observateur », et l'enquête se dégonflera d'elle-même. Il s'estime victime d'une campagne orchestrée par des jaloux ou des rivaux. Il cite notamment le groupe suisse Kudelski, qui fournit à Canal son système de cryptage. A l'entendre, Kudelski supporterait mal que les technologies qu'il vend à la chaîne soient passées au crible par ses équipes. D'autant que le suisse contrôle aussi Nagra, premier constructeur au monde de magnétophones camouflés – son dernier modèle a l'apparence d'une carte de crédit –, très prisés par les services de renseignements et les agents sous couverture. Décidément, on ne sort pas du monde de l'espionnage et des parties de billard à dix-huit bandes.

Kaehlin, qui a lui-même beaucoup pratiqué, voit dans les accusations dont il fait l'objet la preuve qu'« on » cherche à le déstabiliser, à le salir en lui montant des « chantiers ». L'enquête policière ne fait, pour le moment, qu'effleurer ce petit milieu, qui raffole d'opérations secrètes et voit des complots partout. Jusqu'ici Canal+ reste épargné par les investigations. Seuls Gilles Kaehlin et certains de ses hommes sont visés. Le 9 mai dernier, le retraité de la police a tenté de faire lever son contrôle judiciaire. Sans succès. **PHILIPPE VASSET**



CANAL+

Dirigeant historique de Canal+, Pierre Lescure a recruté Kaehlin en 1998. Il est aujourd'hui administrateur du groupe Kudelski, qui vend à Canal son système de cryptage (baptisé Mediaguard). Ce sont les codes fabriqués par la société Kudelski que les « consultants » de Kaehlin sont chargés de pirater pour éprouver leur solidité.